



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 2, numéro 4

Avril-Juin 2019

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

DIPLOMATIE ELECTORALE DE DONALD TRUMP : ANALYSE DES PROMESSES EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE

Rigobert KABWITA KABOLO IKO et Felly LUKUNGA NGOMBA

Respectivement Professeur d'Universités, Directeur de l'IRGES et Assistant de premier mandat à

l'Université Pédagogique Nationale/Kinshasa-RDC

kabwita.ki@irges.org ; lukunga.n@irges.org

RESUME

Les élections constituent le mode de désignation du personnel politique dans les pays qui pratiquent le système démocratique. Durant cette période, les promesses pleuvent, les unes aussi alléchantes que les autres, le but étant bien entendu de paraître le mieux à même de faire le bonheur des populations. La diplomatie électorale est un néologisme créé par Bertrand Badie pour signifier l'ensemble des promesses électorales qu'un candidat peut faire en matière de la politique étrangère. Cette réflexion est centrée sur les promesses électorales du Président Donald Trump en matière de politique étrangère. Il s'agit concrètement de scruter les promesses suivantes : la construction du mur à la frontière de Mexique ; retrait des accords de Paris et sur le nucléaire iranien ; sa position partielle sur la question israélo-palestinien.

Mots-clés : diplomatie électorale, Donald Trump, politique étrangère.

SUMMARY

Elections are the mode of appointment of political staff in countries that practice the democratic system. During this period, the promises rain, some as enticing as the others, the goal being of course to appear the best able to make the happiness of the populations. Electoral diplomacy is a neologism created by Bertrand Badie to signify all the electoral promises that a candidate can make in matters of foreign policy. This reflection centers on President Donald Trump's election promises in foreign policy. This is concretely to scrutinize the following promises: the construction of the wall

on the border of Mexico; withdrawal of the Paris and Iranian nuclear agreements; his partial position on the Israeli-Palestinian question.

Keywords : *electoral diplomacy, Donald Trump, foreign policy.*

INTRODUCTION

La politique étrangère Donald Trump basée sous l'étiquette doctrinale de l'*Amérique d'abord* conçoit les relations internationales comme un jeu à somme nulle, remet en question l'ordre international libéral sur lequel s'appuie le leadership américain depuis plus de 70 ans.

Cette vision de politique étrangère s'aperçoit comme s'inspirant des grands principes du réalisme en priorisant les intérêts des Etats-Unis et la préservation de leur souveraineté. Elle peut aussi se comprendre comme un retour à une forme d'isolationnisme rappelant les débats politiques du XIX^e siècle.

Outre ces idées apparentes sur la politique étrangère du personnage mythique Trump, il se dégage que les idées mises en avant par le 45^e président marquent un tournant majeur pour la puissance américaine. Après un peu plus de deux ans à la Maison-Blanche, Donald Trump a-t-il réussi à durablement changer le comportement des Etats-Unis sur la scène internationale ? Ou bien, parvient-il à répondre à ses promesses de campagne en cette matière ?

Cette réflexion tente de pallier à ce questionnement qui se heurte à une contradiction d'envergure, car cette présidence flirte constamment avec des réalités parallèles en ce qui a trait à la performance du Président et aux résultats obtenus en matière de politique étrangère en réponse à ses promesses électorales.

Etant animé par la volonté de façonner seul la destinée de la puissance américaine, l'ancien magnat de l'immobilier se présente comme un président qui surpasse ses prédécesseurs en tous points, qui s'entoure de la meilleure équipe de conseillers et qui a rapidement redoré le blason du pays à l'international grâce à ses talents de négociateur et de gestionnaire hors pair.

Par contraste, on note un déficit de leadership présidentiel, une piètre gestion des ressources de l'appareil de sécurité nationale. Par conséquent, les résultats claironnés par Trump ne semblent pas au rendez-vous. A la moitié de son mandat et en perspectives des échéances électorales de 2020, il se dégagerait que Trump ne se donne toujours pas les moyens de ses ambitions de taille pour altérer les rapports internationaux à l'avantage de Washington.

I. PROMESSE AMBITIEUSE DE CONSTRUCTION DU MUR

C'était la proposition la plus iconique de sa campagne pour la présidence des Etats-Unis en matière de politique étrangère : la construction d'un mur à la frontière, censé éliminer les immigrants sans-papiers (*illegal aliens*), soi-disant responsables de tant de crimes aux Etats-Unis. En janvier 2018, l'Administration Trump a sollicité au Congrès un financement de 18 milliards de dollars¹, et à la mi-mars, le Président fait une visite remarquée en Californie pour inspecter huit prototypes de mur², mais les difficultés demeurent. D'une part, la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique est déjà bien gardée.

Une loi visant à garantir la construction d'une barrière a, en effet, été votée en 2006 (Secure Fence Act), mais le financement de celle-ci s'est déjà avéré difficile.³

¹ CARROLL R., « Trump administration seeks \$18bn from Congress for Mexico border wall », dans *The Guardian*, 06 janvier 2018.

² Idem, « Trump's California border wall visit puts state's Republicans in a bind », dans *The Guardian*, 12 mars 2018.

³ RUCKER P., Joshua PARLOW J., Nick Miroff, « After testy call with Trump over border wall, Mexican president shelves plan to visit White House », dans *The Washington Post*, 24 février 2018.

Il sied de signaler que le fait que Trump ait ciblé les Mexicains plutôt que les Hispaniques dans leur ensemble. Il s'agit donc bien de protéger le territoire américain en renforçant la séparation physique ou matérielle avec le voisin mexicain, permettant ainsi de réaffirmer le caractère anglo-saxon de l'Amérique du Nord.

I. 1. De la promesse de campagne à une urgence nationaliste

La déclaration de Trump d'une situation d'urgence nationale pour la construction d'un mur à la frontière sud des Etats-Unis survient après deux ans de négligence politique de sa promesse électorale, perdue au milieu de priorités et de divisions concurrentes au sein de son administration.

Donald Trump a estimé que cette mesure lui permettrait de compléter les 1,38 milliard de dollars alloués pour les barrières frontalières dans le programme de dépenses approuvé par le Congrès, bien en deçà des 5,7 milliards de dollars qu'il voulait. *Nous parlons d'une invasion de notre pays* a-t-il déclaré en s'exprimant depuis la roseraie de la Maison Blanche en des termes d'urgence, une habitude familière depuis sa campagne.⁴

Malgré cela, durant les deux années qui se sont écoulées depuis son entrée en fonction, il n'y a pas eu un seul fonctionnaire nommé au sein de son Administration pour défendre son projet de construction du mur. Néanmoins, une délégation tournante s'est occupée des négociations avec le Congrès au sujet de son financement. Et de la manière dont, exactement, il prendrait forme. Fin 2017, Trump s'est entretenu en privé avec son personnel au sujet de la limitation de la longueur des nouveaux murs parce que des barrières naturelles, telles une « vallée de serpents » sur la frontière, détournaient déjà le passage.

La réémergence du mur en tant que priorité absolue au sein de la Maison-Blanche est survenue après la perte de la Chambre des représentants par le Parti Républicain lors des élections de mi-mandat de novembre 2018, et

⁴ BENDER M.C., « Comment le mur frontalier, la promesse de campagne de Donald Trump, s'est transformé en une urgence nationale », dans *L'Opinion*, disponible sur lopinion.fr, 18 avril 2019, consulté le 22 mai 2019.

après les pressions des médias conservateurs, Donald Trump s'est concentré sur le mur frontalier.

Ce n'est qu'en décembre 2018, alors que certains bureaux gouvernementaux connaissaient un « shutdown » de 35 jours au milieu de la lutte pour le financement du mur, que Trump a réuni une équipe de conseillers qui se sont dévoués à sa construction. Il s'est avéré qu'il s'agissait d'un groupe divisé.

Jared Kushner, le gendre du Président, a fait pression en faveur d'un accord plus large avec les démocrates pour assurer la protection de certains immigrants vivant aux Etats-Unis sans autorisation, tandis que le vice-président Mike Pence a cherché à limiter la portée des négociations. De son côté, Kushner a mis en garde Donald Trump contre l'émission d'un ordre d'urgence national ; Mick Mulvaney, nouvellement installé comme chef de cabinet par intérim, a insisté pour qu'il le fasse.⁵

Un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche a semblé minimiser les divisions internes. *Nous avons tous travaillé sous des angles différents, parce que nous avons des relations différentes, a dit le responsable. Nous espérons être plus productifs, mais nous ne l'avons pas été.*

Les victoires de Trump réalisées dans certains domaines ont leurs conseillers identifiés : l'ancien conseiller économique Gary Cohn a tenu parole au sujet des réductions d'impôt. L'ancien conseiller juridique de la Maison-Blanche, Don McGahn, a dirigé deux nominations à la Cour suprême, et Kushner est crédité d'avoir poussé à une réforme de la justice pénale qui a réduit les peines de prison pour certaines condamnations en matière de drogue.

Le projet de mur n'a pas bénéficié d'un tel directeur. Durant l'été 2018, un fonctionnaire de la Maison-Blanche à la recherche d'un haut responsable du mur frontalier a été renvoyé vers Doug Fears, un adjoint du conseiller à la sécurité nationale John Bolton. Fears, un contre-amiral des Garde-côtes américains, n'est ni un haut fonctionnaire de l'administration ni responsable des questions relatives aux murs de la frontière, a déclaré un porte-parole.

⁵ *Ibidem.*

En août 2018, il a demandé à Mulvaney s'il était prêt à déclarer une urgence nationale. *Vous savez, c'est tout à fait logique*, lui a dit Mulvaney. L'accord de dépenses sur le bureau du Président prévoit moins que l'offre refusée par Donald Trump il y a deux mois, ce qui a déclenché le shutdown.

Certains législateurs et commentateurs conservateurs ont critiqué l'accord parce qu'il ne prévoyait pas plus de financement du mur, y compris l'animateur de Fox News et conseiller de Trump, Sean Hannity, qui a qualifié l'accord de « compromis de poubelle ».

Le plan stratégique du locataire du Bureau ovale visant à compenser le financement en transférant des fonds au sein de l'exécutif pourrait entraîner des contestations judiciaires et ralentir la construction en vue des élections de 2020.

En tant que candidat en 2016, Trump a décrit la construction du mur comme un travail simple et facile à accomplir. Il a lié ce projet à son identité de bâtisseur, une carrière qui remonte aux années 1960 lorsqu'il a rejoint l'entreprise immobilière de son père. En tant qu'auteur de *The Art of the Deal*, Trump a mis en jeu sa réputation de négociateur.⁶

« Ce sera si facile », a-t-il dit aux électeurs de Caroline du Nord en 2016. « Très simple » en Caroline du Sud. « Pas même un doute » en Floride.⁷

Alors que Trump se prépare à briguer un second mandat, et que les électeurs examinent son bilan en tant que Président, il a modifié son message. *Si vous pensez que c'est facile avec ces gens, eh bien ce n'est pas aussi évident*, a dit Trump, en parlant du Congrès, lors d'un rassemblement en Virginie occidentale.

Malgré cela, les chants « construire le mur » continuent de retentir lors des apparitions publiques du Président. Parmi la base politique de Trump, les sondages montrent que 96 % appuient le mur frontalier. Plus généralement, une majorité d'Américains s'opposent à une telle barrière, selon le même sondage du *Wall Street Journal*/NBC News publié en janvier 2019.

⁶ EDWARDS H., « Bye Dad, I Love You », dans *Time*, 19 mars 2018.

⁷ SANCHEZ R., « ICE arrests undocumented father taking daughter to California school », dans *CNN*, 4 mars 2017, disponible sur *editioncnn.com*, consulté le 23 avril 2019.

Pendant les primaires républicaines de 2016, Donald Trump a désigné sa promesse de campagne d'ériger le mur « ma meilleure ligne ».

Le projet d'érection du mur semble difficile par l'absence d'un groupe d'appui à Washington pour faire pression sur les législateurs. Les syndicats ne considèrent pas le mur frontalier comme un stimulant pour l'emploi, et les entreprises n'ont pas vu d'avantages clairs pour leurs chiffres d'affaires.

L'erreur qu'ils ont commise est de ne pas être venu tout de suite et d'élaborer un plan, a déclaré Tom Davis, un ancien élu républicain à la Chambre des Représentants. Vous vous demandez pourquoi ils n'ont pas essayé de faire passer ça quand les républicains contrôlaient la Chambre, parce que c'est beaucoup plus compliqué maintenant d'essayer de convaincre Nancy Pelosi.

Le président Trump, qui cherchait à obtenir 5,7 milliards de dollars en fonds publics pour protéger la frontière sud des Etats-Unis contre la contrebande de drogues et les passages non autorisés, a accusé en privé les dirigeants républicains de le tromper et a publiquement blâmé les démocrates pour un accord qui lui a fourni environ un quart de l'argent qu'il voulait.

La détermination de Donald Trump à faire payer le mur au Mexique, et le refus de ce dernier, ont créé une demande pour de nouvelles idées ; la Maison-Blanche a envisagé des taxes sur le passage des frontières, de nouveaux frais de permis de travail et des tarifs plus élevés sur les voitures. Les conseillers ont suggéré que le Mexique paierait indirectement pour le mur par le biais d'un ALENA renégocié. L'accord commercial révisé, qui n'a pas été approuvé par le Congrès, ne contient aucune disposition concernant un mur frontalier.

La demande du président Trump pour un mur nous semble compliqué dès le départ. Cet argumentaire s'explique par ses positions changeantes sur d'autres questions d'immigration qui y étaient liées. Il a soutenu l'idée d'un cheminement vers la citoyenneté pour les immigrants sans papiers amenés aux Etats-Unis alors qu'ils étaient enfants, mais il a également annulé les mesures de protection contre l'expulsion de ces personnes.

Par exemple en janvier 2018, le Président Trump a rejeté l'offre du leader démocrate du Sénat, Chuck Schumer, de jumeler 25 milliards de dollars sur dix ans avec une voie vers la citoyenneté pour les immigrants du DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals).⁸ Un mois plus tard, un groupe bipartite de sénateurs a trouvé un compromis similaire. Ils croyaient qu'il aurait pu être adopté par un Sénat contrôlé par les républicains si Trump l'avait appuyé. Le Président s'y est opposé et il a échoué par six voix.

En mars 2018, le Congrès a achevé un programme de dépenses de 1, 300 milliards de dollars, mais n'a prévu que 1,6 milliard de dollars pour une barrière frontalière, la majeure partie de cet argent étant destinée à remplacer les clôtures existantes. De ce fait, Trump interdit l'utilisation de cette somme pour l'achat de dalles de béton ou de tout autre prototype de mur que la Maison-Blanche envisageait d'installer.

Trump a menacé d'opposer son veto au mur. Lors d'une réunion d'urgence à la Maison-Blanche avec son personnel et les dirigeants républicains, il a appris que le projet de loi de dépenses comprenait tout l'argent du mur frontalier qui avait été demandé dans la proposition budgétaire de la Maison-Blanche.

Peu après les élections de novembre 2018, la Maison-Blanche s'est rendu compte que les législateurs ne sont pas intéressés de lutter pour l'argent du mur-frontière. Donald Trump a décidé de mettre à exécution sa menace de recourir au shutdown du gouvernement américain.

Pendant le shutdown, Trump s'est plaint auprès de ses alliés conservateurs que Paul Ryan aurait dû insister davantage pour obtenir des fonds du mur. Le Président s'en est encore ému lors d'une réunion avec un membre républicain du comité qui a négocié le dernier accord.

I. 2. De la possibilité à la faisabilité du mur

Le président Trump connaît une période compliquée, voire même une impasse. Vu l'imminence et la pertinence de la question d'immigration, aucun

⁸ Anonyme, « Les Etats-Unis étendent les restrictions sur l'immigration à trois nouveaux pays », dans *Le Figaro*, Janvier 2018, disponible sur *lefigaro.fr*, consulté le 22 avril 2019.

des deux camps (républicains et démocrates) ne compte lâcher sur ce terrain symbolique. La problématique de la construction du mur touche les différentes sensibilités de l'opinion américaine. Les Etats-Unis connaissent une situation où l'enjeu du shutdown est celui de l'ancienne présidentielle et certainement de la prochaine : le mur à la frontière mexicaine. Il s'agit maintenant de savoir si ce mur va être construit, ou non, alors que tout le mouvement de résistance qui s'est organisé autour de Trump s'est justement focalisé sur cette question.

Il serait donc déplaisant pour les Démocrates de financer ce mur et montrer qu'ils ont cédé sur l'immigration, point principal des revendications de Donald Trump. Ils pensent, au contraire, qu'une solution alternative est possible et qu'il est envisageable de construire un « mur technologique », qui avait été commencé par Obama, avec des drones, des caméras de surveillance, des écoutes... Le tout pour pouvoir financer à moindre coût un contrôle sur la frontière plutôt que d'avoir un mur qui serait la preuve de l'ego surdimensionné de Donald Trump, lequel serait en passe de construire un mur de 3000 kilomètres de long.

En réalité, ce mur ne sortira jamais de terre. Le mur actuel fait 930 kilomètres de long. Il s'agirait de construire en deux ans un mur de plus de 2000 kilomètres pour compléter la surface manquante. Cette mission paraît impossible, parce qu'il se pose des questions d'appropriation des terres. Il sied de rappeler que toutes les terres se trouvant aux frontières américano-mexicaines n'appartiennent pas toutes au gouvernement fédéral. Certaines sont des réserves indiennes, d'autres appartiennent à des particuliers.⁹

L'expropriation de ces espaces pourraient prendre beaucoup de temps, plus longtemps que les deux années menant à la prochaine élection présidentielle ou bien les six années menant à la fin du potentiel second mandat de Donald Trump. On sait que ce mur ne peut pas être construit, la question ne porte donc pas sur le coût du mur en tant que tel, ni sur le coût

⁹ SCHWARTZENBERG R.G., *L'Etat spectacle sous Donald Trump. Politique, casting et médias*, Plon, Paris, 2018.

du *shutdown*, qui dépasse déjà le coût du mur. Il est plutôt une question politique. Les Démocrates ne veulent pas laisser la victoire à Trump.

D'un autre côté, Donald Trump pourrait tirer dividende de la position des démocrates. Premièrement, il a conservé au premier plan des discussions sur la question de l'immigration qui a fait son succès. Il la remet dans le jeu alors que les Démocrates aimeraient s'en débarrasser. Ce qu'ils ont tenté pendant les *midterms* en parlant de question sociale et d'assurance santé : mais on voit que l'immigration revient toujours au premier plan.

Concrètement, Donald Trump maintient la pression grâce à la question migratoire et pourra dire que les Démocrates l'ont empêché de construire le mur, et que les problèmes liés à l'immigration sont de leur faute. Donc à chaque fois qu'il y a un fait divers lié à l'immigration dans la presse, il incrimine les Démocrates : en rajoutant à chaque événement, il accentue la pression qu'il exerce déjà sur eux.

Il a désormais un boulevard pour continuer à construire avec cette méthode. Ce qui ne veut pas nécessairement dire que ce sera sa seule force pendant la prochaine campagne, il a bien mieux, ce qu'il avait mis de côté pendant les *midterms* : son succès sur les questions économiques. Nous reviendrons sur ses succès économiques au troisième point de notre réflexion.

Abordons à présent, l'incertitudibilité de la diplomatie électorale de Donald sur certaines questions de politique internationale.

II. DONALD TRUMP ET LA DIPLOMATIE A DENT DE SCIE : DEROUTES ET INCONSTANCES

Il y a peu de temps Donald Trump a semblé croire qu'il commençait à bien maîtriser les questions de politique internationale. Le président américain a effectué quelques coups d'éclats attendrissants sans précédent qui ont défié le consensus des experts et de ses propres conseillers et se sont révélés à ses yeux autant de grandes victoires.

Il y a eu la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël puis le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis, son retrait des accords sur le

nucléaire iranien et le climat, ses menaces de hausse des tarifs douaniers contre les marchandises chinoises et les produits métalliques européens et nord-américains, et surtout bien sûr son sommet de Singapour avec le leader nord-coréen Kim Jong-un.

II. 1. Statut de Jérusalem comme projet d'attraction des évangéliques et faucons pro-Israël

Le président américain Donald Trump a reconnu Jérusalem comme la capitale d'Israël, tenant ainsi une promesse électorale très populaire parmi les évangéliques et les faucons pro-israéliens.

Il est temps d'officiallement reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Ce n'est, ni plus ni moins que la reconnaissance de la réalité. Les Etats-Unis restent déterminés à aider à faciliter un accord de paix acceptable pour les deux parties et soutiendront une solution à deux États si elle est approuvée par les deux parties. J'ai l'intention de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour aider à sceller un tel accord, a-t-il lancé lors d'une brève allocution prononcée depuis la Maison-Blanche.¹⁰

Défendant une décision qui aurait dû être prise « depuis longtemps », Donald Trump a égratigné ses prédécesseurs qui n'ont pas fait ce qu'ils avaient dit, peut-être, selon lui, par manque de courage. Le président américain a appelé les leaders de la région à le rejoindre dans une noble quête pour une paix durable.

Depuis 1995, chaque président américain doit décider tous les six mois s'il renouvelle une clause dérogatoire à une loi votée par le Congrès, sous la présidence de Bill Clinton, prévoyant le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Comme ses prédécesseurs, démocrates et républicains, Donald Trump l'a fait une première fois en juin 2017. Cette fois, il a demandé à son Secrétaire d'Etat de « préparer le déménagement » tout en signant la dérogation, car la nouvelle ambassade ne sera pas prête avant plusieurs années.

¹⁰ PARIS G., « La diplomatie de Donald Trump placée sous le signe des ruptures », dans *Le Monde*, 14 décembre 2018.

Cette décision a été prise en prévision des élections de mi-mandat de 2018. En effet, Donald Trump voulait dévoiler que, contrairement à ses prédécesseurs qui y ont renoncé une fois arrivés à la Maison-Blanche, il tient une promesse faite à plusieurs reprises pendant sa campagne électorale.

Le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem reste une cause très populaire chez les évangéliques et les faucons pro-israéliens qui lui ont apporté leurs suffrages en novembre 2016. *Donald Trump apprécie la fidélité de l'électorat évangélique et il veut le garder dans son giron, presque comme il le ferait pour des clients en affaires*¹¹, souligne le journaliste américain Josh Dawsey.

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël satisfait également des supporters influents de l'Etat israélien comme le milliardaire américain d'origine juive Sheldon Adelson, qui a contribué au financement de la campagne électorale de Donald Trump avec un don de 25 millions de dollars américains, et Morton Klein, président de la Zionist Organization of America, la plus ancienne organisation pro-israélienne américaine.

II. 2. Retrait impulsif de l'accord nucléaire iranien

Le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien est une des promesses de campagne de Donald Trump. Il reproche à cet accord conclu en 2015 par son prédécesseur démocrate Barack Obama, après vingt et un mois de négociations d'être laxiste vis-à-vis de l'Iran.

Il estime les termes de cet accord devrait contraindre l'Iran à se désengager de certains problèmes de la région, notamment son implication dans les conflits au Yémen, son front avec la Syrie contre l'Etat hébreu ainsi que d'autres.

En vertu de cet accord, conclu entre l'Iran, les Etats-à-vis de l'Unis, la France, la Russie, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Allemagne, Téhéran a accepté de réduire ses activités nucléaires en échange d'une levée progressive de la majeure partie des sanctions internationales qui le visaient.

¹¹ DAWSEY J., « Jérusalem. Donald Trump rompt avec cinquante ans de politique américaine », dans *Le Monde Diplomatique*, 07 décembre 2017.

Conséquence de la dénonciation de l'accord par les Etats-Unis, les ont conduits à réchauffer des sanctions concernant le régime de Mollah. Ces sanctions visent notamment le secteur pétrolier iranien ainsi que les transactions en dollars avec la banque centrale du pays.¹²

Dans un communiqué et un document publiés sur son site Internet, le Trésor américain précise que le rétablissement des sanctions concerne également les exportations aéronautiques vers l'Iran, le commerce de métaux avec ce pays, ainsi que toute tentative de Téhéran d'obtenir des dollars américains.

Il s'agissait d'un abominable accord unilatéral qui n'aurait jamais dû être conclu, a estimé Donald Trump. Il n'a pas apaisé la situation. Et il n'a pas apporté la paix. Et il ne l'apportera jamais. Il est évident, à mes yeux, qu'avec la structure fragilisée et pourrie de l'accord actuel, on ne peut empêcher l'Iran de se doter d'une bombe nucléaire.

Au cœur de cet accord, il y avait une fiction, a insisté Donald Trump, lors de son intervention : un régime meurtrier, qui voudrait la paix. Mais c'était un mensonge et nous en avons la preuve, a estimé le président américain, en déclarant qu'il était prêt à conclure un nouvel accord avec l'Iran quand ce pays y serait disposé.¹³

Le locataire de la Maison Blanche a mis en garde : *Tout pays qui aidera l'Iran dans sa quête d'armes nucléaires pourrait aussi être fortement sanctionné par les Etats-Unis.*

En réaction de la décision drastique du président Trump, le président iranien Hassan Rohani a taxé cette attitude d'*une guerre psychologique*. Il précise en outre que son pays ne compte pas se retirer de l'accord. Il assure vouloir converser avec les Européens, les Russes et les Chinois. *J'ai donné pour consigne au ministère des affaires étrangères de négocier avec les pays européens, la Chine et la Russie dans les semaines à venir. Si, au bout de*

¹² Anonyme, « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », dans *Le Monde*, du 08 Mai 2018.

¹³ COMPAGNON S., « La politique étrangère de Trump, entre promesses et revirements spectaculaires », dans *Le Parisien*, 25 mai 2018.

*cette courte période, nous concluons que nous pouvons pleinement bénéficier de l'accord avec la coopération de tous les pays, l'accord restera en vigueur, a-t-il déclaré.*¹⁴

Le président iranien a également averti que son pays pourrait mettre un terme aux restrictions qu'il a consenties sur ses activités d'enrichissement d'uranium :

J'ai ordonné à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique de prendre les mesures nécessaires (...) pour qu'en cas de nécessité nous reprenions l'enrichissement industriel sans limite. (...) Nous attendrons quelques semaines avant d'appliquer cette décision, en fonction du résultat des discussions entre Téhéran et les autres partenaires de l'accord, a-t-il ajouté.

Le guide suprême de la révolution iranienne, Ali Khamenei, s'est montré plus virulent envers Donald Trump et sa décision. *Il y avait peut-être une bonne dizaine de mensonges dans son discours. Il a menacé le régime et le peuple, en leur disant de faire ceci ou cela. Monsieur Trump, je vous le dis au nom du peuple iranien : vous avez commis une erreur*, a-t-il écrit sur son site internet.

De son côté, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dit *soutenir totalement* la décision *courageuse* de Donald Trump de désengager son pays de l'accord nucléaire avec l'Iran.

Cette décision a également été saluée par l'Arabie saoudite. Premier exportateur mondial de pétrole. Le royaume a déclaré qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires et *travaillera avec les principaux producteurs de pétrole à l'intérieur et à l'extérieur de l'OPEP, ainsi qu'avec les principaux consommateurs*, pour empêcher des pénuries d'approvisionnement en pétrole.

¹⁴ MONFLEUR L., « Etats-Unis au Moyen-Orient (8) : les décisions de Donald Trump (2017-2018) », disponible sur irisfrance.fr, du 28 juin 2018, consulté le 22 avril 2019.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont exprimé leur *préoccupation* et se sont dits *déterminés* à continuer à appliquer l'accord nucléaire iranien, tout en travaillant à en négocier un nouveau, plus large, ont annoncé les trois pays, mardi.

Nous resterons parties au JCPOA [acronyme de l'accord], déclarent dans ce communiqué commun Emmanuel Macron, Theresa May et Angela Merkel. *Nos gouvernements restent déterminés à assurer la mise en œuvre de l'accord et travailleront à cet effet avec les autres parties qui resteront engagées*, disent-ils, en *maintenant les bénéfices économiques* au profit de la population iranienne.

Le président français, Emmanuel Macron, qui s'est entretenu avec ses homologues allemande et britannique, avait plus tôt affirmé que les trois pays européens voulaient *œuvrer collectivement à un cadre plus large*.

L'ancien président américain, Barack Obama, a, quant à lui, qualifié de *grave erreur* la décision de Donald Trump, jugeant que l'accord sur le nucléaire iranien *fonctionne* et est dans l'intérêt de Washington. La Russie et la Chine, également signataires de l'accord, ont eux aussi exprimé leur déception, la Russie dénonçant *une violation grossière des normes du droit international*.

Profondément préoccupé par l'annonce du retrait des Etats-Unis, le secrétaire général des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a appelé, les autres signataires de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 à *respecter pleinement leurs engagements*. La Syrie a condamné la décision de Trump, qu'elle qualifie d'*agression*, tandis que la Russie s'est dite « *profondément déçue* ».

De ce chapitre des réactions, il sied de noter que le président Trump n'est dicté que par la volonté de consolider son électorat en vue des échéances électorales prochaines. La politique étrangère des Etats-Unis sous Trump est remarquablement cohérente avec celle de ces dernières décennies. C'est bien l'ouverture sous Obama qui est, au contraire, l'exception.

Le discours de Trump du 21 mai 2017 déclarant que *du Liban à l'Irak et au Yémen, l'Iran finance, arme et entraîne des terroristes, des milices et d'autres groupes extrémistes qui répandent le chaos et la destruction à travers la région*, était similaire au discours du 29 janvier 2002 de George W. Bush : *L'Iran poursuit agressivement ces armes [de destruction massive] et exporte le terrorisme [...]. De tels Etats constituent un axe du mal avec leurs alliés terroristes, et s'arment pour menacer la paix mondiale.*¹⁵

II. 3. Trump le climatoseptique revendiqué

L'une des principales craintes entourant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump concerne le climat. Le milliardaire avait estimé en 2012 que le changement climatique était un canular ourdi par les Chinois pour affaiblir la compétitivité des industries américaines. Et il a annoncé à plusieurs reprises durant sa campagne qu'il allait retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat.¹⁶

L'accord de Paris sur le climat fait partie de l'héritage de Barack Obama que Donald Trump avait promis de défaire pendant la campagne électorale, au nom de la défense des emplois américains.

Afin de remplir mon devoir solennel de protection de l'Amérique et de ses citoyens, les Etats-Unis se retireront de l'accord de Paris sur le climat, avait annoncé Donald Trump depuis la roseraie de la Maison Blanche, sous les applaudissements.

Il a redit qu'il ne *voulait rien qui puisse se mettre en travers* de son action pour redresser l'économie de la première puissance mondiale. *Je ne peux pas, en conscience, soutenir un accord qui punit les Etats-Unis (...). J'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris*¹⁷, a-t-il insisté, ajoutant que son pays était prêt à négocier un nouvel accord climat.

¹⁵ Anonyme, « President Delivers State of the Union Speech », 29 janvier 2002. Ma traduction. georgewbush-whitehouse.archives.gov, consulté le 22 avril 2019.

¹⁶ MEICHLER M., « Donald Trump président des Etats-Unis : quelles conséquences ? », dans *Direct Matin*, 01 février 2019, disponible sur directmatin.fr, consulté le 23 mars 2019.

¹⁷ HANNE I., « L'inconstance de Trump, bombe diplomatique », dans *Libération*, 11 juin 2018, disponible sur liberation.fr, consulté le 22 Mai 2019.

Donald Trump s'était engagé à abandonner un accord multilatéral scellé fin 2015 dans la capitale française et voulu par son prédécesseur Barack Obama, qui vise à limiter la hausse de la température moyenne mondiale. Ce dernier a aussitôt jugé dans un communiqué que son successeur « rejetait l'avenir ».¹⁸

Les alliés républicains du président Donald Trump ont applaudi sa décision de se retirer de l'accord de Paris sur le climat. Leur base électorale n'en attendait pas moins. Selon un sondage YouGov réalisé pour le Huffington Post en mai 2017, 46 % des électeurs de Donald Trump sont favorables à un retrait de l'accord, et 22 % n'ont pas d'opinion. A l'inverse 92 % des électeurs d'Hillary Clinton souhaitent que les Etats-Unis y restent.

Climatosceptique revendiqué, Donald Trump devra désormais s'armer de patience. Un pays souhaitant dénoncer l'accord doit patienter trois ans à compter de son entrée en vigueur (intervenue le 4 novembre 2016), puis respecter un préavis d'un an avant de s'en libérer effectivement, précise l'article 28 du document. Les Etats-Unis pourront donc sortir de l'accord en novembre 2020... au moment de la prochaine présidentielle américaine.

Les Etats-Unis sont le deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre, derrière la Chine. La portée de cette décision ira, de fait, bien au-delà de la question climatique ; elle donnera une indication sur la place que les Etats-Unis entendent occuper sur la scène internationale dans les années à venir. A l'approche de l'allocution présidentielle, la Chine et l'Union européenne sont montées au créneau pour défendre l'accord qui vise à contenir la hausse de la température moyenne mondiale « bien en deçà » de 2° C par rapport à l'ère préindustrielle.

De ce qui précède, il sied de noter que Donald se présente en diplomatie avec une démarche méthodologique de négociation propre à lui-même. Comme magnat de l'immobilier, il est un professionnel de la négociation et il a *théorisé* sa méthode dans son livre *The art of the deal* où il déclare : *en jetant tout en l'air, il y a des choses qui se casseront et d'autres*

¹⁸ « Climat : Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris », dans *Le Monde*, du 01 juin 2017.

*pas ; et à la fin celles qui se recolleront représenteront notre succès diplomatique.*¹⁹ Il s'agit concrètement d'une approche stratégique consistant à tout renverser tout sur la table. La pratique de la diplomatie au bord du gouffre, qui joue sur les nerfs pour obtenir des résultats.

Il appert que tout n'est pas à rejeter dans cette méthode. Après tout, une négociation reste une négociation, quel que soit son objet : elle dépend des rapports de force, des lignes rouges des partenaires, et des stratégies respectives de négociation. Et il vaut mieux une administration qui négocie et qui s'engage qu'une administration qui ne serait que dans la confrontation et le retrait.

III. DONALD TRUMP A L'HORIZON 2020

Donald Trump est le quatrième président d'affilée à essuyer un revers à mi-mandat. Bill Clinton avait perdu les deux assemblées en 1994, comme George W. Bush en 2006, tandis que Barack Obama avait cédé la Chambre en 2010 et le Sénat en 2014. Le résultat s'apparente pour le 45^e président à celui de Ronald Reagan en 1982, dont le parti avait reculé de 26 représentants tout en gagnant un sénateur. Comme les autres membres de cette liste, il avait été réélu sans coup férir deux ans plus tard.

III. 1. Moitié du mandat de Trump

Il sied d'admettre que Trump est provocateur, imprévisible, irascible. Qu'il ne peut pas s'empêcher de tweeter tout (et surtout n'importe quoi).²⁰ Mais si l'on regarde les faits, et uniquement les faits, un constat s'impose : on ne peut pas trouver dans l'histoire récente des Etats-Unis un président ayant mené à bien autant de réformes en un laps de temps si court. Même Reagan a mis trois ans à réformer la fiscalité américaine ! Trump, lui, l'a fait en quelques mois.

¹⁹ LEFEBVRE M. et VERLUISE P., « La politique étrangère de Donald Trump marque-t-elle - vraiment- une rupture ? », disponible sur *diplomweb.com*, le 28 octobre 2018, consulté le 22 mai 2019.

²⁰ WARDE I., « Triomphe du style paranoïaque de Donald Trump », dans *Le Monde Diplomatique*, Mars 2018.

Alors certes, « The Donald » n'a pas réussi à démanteler complètement l'Obamacare, suite aux oppositions rencontrées dans son propre parti ; mais sa réforme fiscale inclut la fin du « mandat individuel », cette fameuse obligation de souscrire à une assurance santé. Plus exactement, l'amende pour le non-respect de cette obligation est supprimée par la réforme.

Surtout, le président Trump a entamé une vaste opération visant à rapatrier entre 2 000 et 4 000 milliards de dollars de profits placés à l'étranger, en diminuant la taxe sur ces profits de 35 % à moins de 15 %.

Autre mesure symbolique : la suppression de la taxe sur les héritages au-dessous de 10 millions de dollars satisfait une large partie de l'électorat républicain.

Trump se positionne ainsi en ennemi du politiquement correct et reste méfiant à l'égard des gourous du réchauffement climatique. Il a été le seul à avoir le courage de se retirer de la COP 21, estimant que c'est *une mascarade coûteuse qui consiste à organiser de gigantesques réunions de chefs d'Etat aux frais des contribuables*. Il a supprimé la prime à la voiture électrique (pour une économie de 7 milliards de dollars) ainsi que les subventions aux parcs d'éoliennes.

Enfin, Trump s'est attaqué aux réglementations. Entre janvier et décembre 2017, il a supprimé la moitié (45 000) des pages que contient le Code des réglementations. Plus de 1 500 réglementations importantes ont été abolies, dont beaucoup dans le domaine de l'environnement. Les économies obtenues sont estimées à plus de 9 milliards de dollars. Faisant fi des protestations, il a libéré le secteur d'internet de plusieurs contraintes anachroniques.

Au plan international, Trump s'oppose à la Chine dont les pratiques commerciales douteuses ont fait l'objet d'enquêtes de la part de Washington.

En tout état de cause, l'économie américaine semble partir sur des bases solides. La croissance s'est élevée à plus de 3 %, et le taux de chômage est au plus bas, à seulement 4.1 % (plus de 2.1 millions d'emplois

créés en deux ans, du jamais vu depuis 1990), et même à 6.8 % pour la population noire, un taux qui n'a jamais été si faible depuis 1973.

De ce qui précède, nous notons que Donald Trump tient scrupuleusement ses promesses. Il mène la politique nationaliste et protectionniste qu'il avait annoncée sur la scène internationale (retrait de l'Accord de Paris sur le climat, renégociation de l'Aléna, menaces d'une sortie de l'OTAN, etc.). De plus, il défend une politique de réduction drastique de l'immigration légale et combat l'immigration clandestine.

Il a mené une politique de dérégulation massive de l'économie et, même s'il n'est pas arrivé à faire abroger la loi Obamacare *[sur l'assurance santé]*, il lui a porté des coups quasiment fatals. Toutefois, il reste le président d'une base très réduite et n'a pas réussi à étendre sa coalition électorale. Au contraire, une partie de son électorat décisif commence à se lasser du style Trump et de la mise en spectacle de sa présidence.

Par-là, nous comprenons que le pire ennemi de Trump est certainement lui-même. Cet homme d'affaires n'est pas un politicien professionnel. Saura-t-il alors se contrôler, pour continuer à remettre l'Amérique sur les rails et mépriser l'idéologiquement correct, sans se laisser aller à des provocations futiles en des échéances électorales de 2020 ?

III. 2. En prévision de 2020

Donald Trump est, par essence, un président minoritaire, qui n'a été élu qu'avec 46 % du suffrage populaire en 2016.²¹ S'il a tenu jusqu'à présent, c'est grâce à une approbation record chez les républicains. Toutefois, avec ce long shutdown, sont apparues les premières fractures dans l'électorat républicain, dues notamment aux résultats des midterms *[élections de mi-mandat]*, lors desquelles il a subi un désastre à la Chambre des représentants. Ce shutdown est également la plus grande défaite en politique

²¹ Anonyme, « Election américaine : Clinton aurait gagné... si les grands électeurs étaient attribués à la proportionnelle », dans *Le Monde*, 25 novembre 2016.

intérieure de Donald Trump, ayant mis à mal à la fois sa capacité à négocier et son identité.²²

Donald Trump se trouve dans une situation qui rappelle énormément celle de Bill Clinton en 1995-1996. Comme le président actuel, il avait subi une défaite lors des midterms et sa cote de popularité ne dépassait pas les 40 % à mi-mandat. Des rumeurs disaient alors qu'il serait défié aux primaires. Or, on sait aujourd'hui que ces rumeurs provenaient en partie de son équipe, afin d'unifier le parti autour de Clinton. On peut donc se demander si ce n'est pas la même procédure qui est utilisée aujourd'hui, d'autant que le Parti républicain a récemment affirmé que Donald Trump serait son candidat en 2020, ce qui ferme la porte à un rival potentiel.

Bien fou est, aujourd'hui, celui qui dirait que Donald Trump ne peut pas être réélu. Il a des chances de gagner, notamment grâce à son très bon bilan économique (plein-emploi, croissance très soutenue) même si certains disent qu'il n'est pas durable. Par ailleurs, même s'il est extrêmement impopulaire, entre 45 et 50 % des Américains le détestent, il possède une base électorale très solide qui pense qu'il est victime d'un complot des médias libéraux.

Il faut savoir qu'entre un quart et un cinquième de l'électorat américain soutiendra Donald Trump quoi qu'il advienne. Avec le système du collège électoral aux Etats-Unis, qui ces dernières années a avantagé les républicains, cette base électorale solide et cette situation économique, on ne peut absolument pas exclure qu'il soit réélu en 2020.

Ce dernier chapitre a abordé la diplomatie électorale du président Trump. Il était question d'évaluer ses promesses électorales en matière de la politique étrangère et les confronter aux réalités de terrain.

Il s'est agi des promesses suivantes : construction du mur entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique, le retrait de l'accord de COP 21 et celui du nucléaire iranien signé à Vienne sous l'Administration Obama ; le transfert

²² MASSEGUIN L., « Malgré son impopularité, Trump conserve une base solide », dans *Le Monde*, 06 février 2019.

de l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem et sa considération comme capitale d'Israël. Enfin, nous avons fait une analyse de criticité sur son éventuelle réélection en 2020.

CONCLUSION

Dans cette réflexion, nous avons décrypté les promesses électorales du Président américain Donald Trump en matière de la politique étrangère. Cette analyse nous a servi de thermomètre pour son éventuelle réélection à l'horizon 2020. L'actuel locataire de la Maison Blanche est un homme aux comportements déroutants et imprévisibles, et aux actions impulsives et chaotiques ainsi qu'au narcissisme comparable à l'empereur Néron.

Le personnage Trump n'est pas à sous-estimer, moins encore à réduire à un bouffon. Faisant face à l'impératif de la continuité manifeste de la politique étrangère américaine basée sur le réalisme dans la gestion des rapports de force mondiaux et d'une vision du monde déterminée par des croyances et des perceptions intérieures profondes, ce dernier tente de bouger les lignes de la diplomatie internationale américaine.

Donald Trump, l'homme de la doctrine du populisme associée à l'aspiration à la gloire et à la puissance (« make America great again »), a initié dans le cadre de sa diplomatie électorale, la promesse d'érection d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique afin de lutter contre l'immigration clandestine. Bien qu'il donne la priorité aux questions économiques et commerciales, ce dernier conteste en même temps les principes du libre-échange. Cela s'est manifesté par le retrait des Etats-Unis à l'ALENA.

Trump ne s'inscrit pas dans une démarche visant à faire de l'Amérique un donneur des leçons en matière de la démocratie et de la politique qui vise à imposer la démocratie de force. Il met les intérêts avant les valeurs.

Ayant déjà consommé la moitié de son mandat, Donald Trump a le devoir de maîtriser les différents dossiers qui entrent dans avec le « système américain. Cette démarche d'appropriation doit s'orienter sur ceux où il

impose ses vues, parce qu'ils sont au cœur de la relation avec son noyau électoral dans la classe moyenne blanche. Cette catégorie d'électorat voit dans Trump : la défense des intérêts commerciaux américains, l'hostilité à l'immigration et la négation du changement climatique.

Il y a ensuite une catégorie d'électeurs qui ne jure que sur une approche plus traditionnelle de la politique étrangère américaine : la relation avec la Chine et la Corée du Nord, où ses fanfaronnades ont cédé la place à la diplomatie ; ou la relation avec la Russie, où ses tentatives de rapprochement ont été à chaque fois étouffées par le système ; ou dans l'affaire Kashoggi, où il a dû durcir le ton face à l'Arabie Saoudite. Il y en fin les dossiers où les visions du président et d'une partie du « système » (les faucons, les néoconservateurs) synchronisent : le soutien unilatéral à Israël (avec le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem), la politique de confrontation avec l'Iran par le retrait de l'accord sur le nucléaire, l'appel aux alliés européens à « partager le fardeau » de la défense occidentale.

Il n'est pas impossible, en définitive, que l'administration Trump finisse par trouver une forme d'équilibre et de stabilité malgré l'imprévisibilité et l'impulsivité du président.

Même si le grand bouleversement promis lors de la campagne de 2016 tarde à se matérialiser, il sied d'admettre que l'approche singulière du président républicain en matière de formulation des politiques et d'exercice de la diplomatie a engendré son lot de conséquences.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme, « Climat : Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris », dans *Le Monde*, du 01 juin 2017.
- Anonyme, « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », dans *Le Monde*, du 08 Mai 2018.
- Anonyme, « Election américaine : Clinton aurait gagné... si les grands électeurs étaient attribués à la proportionnelle », dans *Le Monde*, 25 novembre 2016.

- Anonyme, « Les Etats-Unis étendent les restrictions sur l'immigration à trois nouveaux pays », dans *Le Figaro*, Janvier 2018, disponible sur lefigaro.fr.
- BENDER M.C., « Comment le mur frontalier, la promesse de campagne de Donald Trump, s'est transformé en une urgence nationale », dans *L'Opinion*, disponible sur lopinion.fr, 18 avril 2019.
- CARROLL R., « Trump administration seeks \$18bn from Congress for Mexico border wall », dans *The Guardian*, 06 janvier 2018.
- CARROLL R., « Trump's California border wall visit puts state's Republicans in a bind », dans *The Guardian*, 12 mars 2018.
- COMPAGNON S., « La politique étrangère de Trump, entre promesses et revirements spectaculaires », dans *Le Parisien*, 25 mai 2018.
- DAWSEY J., « Jérusalem. Donald Trump rompt avec cinquante ans de politique américaine », dans *Le Monde Diplomatique*, 7 décembre 2017.
- EDWARDS H., « Bye Dad, I Love You », dans *Time*, 19 mars 2018.
- HANNE I., « L'inconstance de Trump, bombe diplomatique », dans *Libération*, 11 juin 2018, disponible sur liberation.fr.
- LEFEBVRE M. et VERLUISE P., « La politique étrangère de Donald Trump marque-t-elle -vraiment- une rupture ? », disponible sur diplomweb.com, le 28 octobre 2018.
- MASSEGUIN L., « Malgré son impopularité, Trump conserve une base solide », dans *Le Monde*, 06 février 2019.
- MEICHLER M., « Donald Trump président des Etats-Unis : quelles conséquences ? », dans *Direct Matin*, 01 février 2019, disponible sur directmatin.fr.
- MONFLEUR L., « Etats-Unis au Moyen-Orient (8) : les décisions de Donald Trump (2017-2018) », disponible sur irisfrance.fr, du 28 juin 2018.
- PARIS G., « La diplomatie de Donald Trump placée sous le signe des ruptures », *Le Monde*, 14 décembre 2018.

« President Delivers State of the Union Speech », 29 janvier 2002. Ma traduction. *georgewbush-whitehouse.archives.gov*.

RUCKER P., Joshua PARLOW J., Nick Miroff, « After testy call with Trump over border wall, Mexican president shelves plan to visit White House », dans *The Washington Post*, 24 février 2018.

SANCHEZ R., « ICE arrests undocumented father taking daughter to California school », *CNN*, 4 mars 2017, disponible sur *editioncnn.com*.

SCHWARTZENBERG R.G., *L'Etat spectacle sous Donald Trump. Politique, casting et médias*, Plon, Paris, 2018.

WARDE I., « Triomphe du style paranoïaque de Donald Trump », dans *Le Monde Diplomatique*, Mars 2018.